

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES ET DES NOMS DE LIEUX ET DE PERSONNES

CONTENS

DANS LA GAZETTE DES TRIBUNAUX. (12^e ANNÉE JUDICIAIRE.)

1^{er} Novembre 1836 au 31 Octobre 1837.

NOTA. Les dates des jours et des mois qui suivent chaque mot de matière et chaque nom de lieu et de personne, sont celles des numéros de la Gazette où l'on trouve les renseignements que l'on désire sur les matières, les lieux et les personnes qui sont l'objet de la recherche.

Les Questions de droit et de fait, ainsi que les Faits, se trouvent sous les dénominations qui leur appartiennent.

A

Abadie (F^e) 4, 15 juillet. — Abautrel, 14 mai. — Abbé, 10 février. — Abdallah, 23 janvier. — Abeillard, 19 fév. — Abeilles, commune, 2 janv. — Abordage. Les bateaux Charet et Gaudron, 1, 6 avril. — Apollo et Monarch, 9 septembre. — Abraham, 28 août. — Abrantès (duchesse d'), 9 sept. — Absence. Retour d'un militaire présumé mort, 23 fév. — V. Succession. — Absence illégale de l'armée: Boulin, chirurgien, 28 juin. — Lefèvre, officier, 30 juin. — Abus (Appel comme d'). L'archevêque de Paris, pour le terrain de l'archevêché, 22, 23 mars. — Abus de confiance. Le créancier qui, en faisant renouveler un billet, conserve l'ancien, et prétend plus tard se faire payer, commet-il ce délit? 25 nov. — Quid, de la part d'un imprimeur qui, sans ordre, tire des exemplaires de clichés déposés chez lui, et les vend à des tiers? 16 janv. — Quid, du notaire qui déjoue des fonds à lui remis pour enregistrement? 22 janv. — Quid, du garde national qui retient de la musique appartenant à sa légion? 27 janv. — Quid, d'un mandataire en retard de rendre compte? 24 mars. — Quid, de la retenue de titres de créances, confiés pour vérification? 27 janv. — Quid, de la retenue de la Revendic, inaquignon, 7 oct. — Poncevion, 26 mai. — Pouillon, 24 sept. — Ratiouville, 17 fév. — Rolland, soldat, 19 oct. — Saint-Riquier, 11 août. — Une domestique envers un sellier et un carrossier, 22 janv. — Un cocher pour une course extra, 23 juin. — Un jeune commis, joueur, 6 août. — V. Banqueroute frauduleuse, Dépôt, Revendic, Vol. — Académie française. Testament Gobert, 24 juillet. — Accroissement. V. Succession. — Accouchement après décès, 2 fév. — Accusations. Observations sur leur qualification, 14 oct. — V. Arrêt. — Accusés. Statistique de leur instruction en Angleterre, 14 mai. — Acquiescement. V. Séparation de biens. — Acquiescement. V. Contumace. — Acte authentique. La partie qui l'a signé peut-elle prouver contre et outre son contenu? 2 déc. — Le principe que loi leur est due, peut-il être invoqué lorsqu'ils sont entachés de dol et de fraude? 14 sept. — Sous-écrivain. La nullité tirée de ce qu'il n'est pas fait double est-elle couverte par la reconnaissance des conventions arrêtées entre les parties? 13 mai. — Acte de l'état civil. Décès d'une femme vivante, 5 mai. — Acteur. Le mineur peut-il prendre son engagement valable avec un théâtre? 26 nov. — Acteurs du Havre secourant une jeune fille, 12 oct. — V. Opposition (Saisie), Théâtre. — Action industrielle. Peut-on quelquefois la considérer comme un prêt, et par suite ne pas rendre le porteur passible des pertes de l'entreprise? 19 mai. — V. Enregistrement. — Action mixte. V. Vente. — Actincha (Miguel), médecin, 29 oct. — Adam, 20 avril, 8, 9, 12 juin. — Adam, juge, 3 avril. — Adam, juré, 2 déc. — Adams, 15 mai. — Adeon (F^e), 14 oct. — Adjudication. V. Saisie-Immobilière, Vente. — Adoptions. Azémar, F^e Durand par Azémar, F^e Ducrocq, 26 déc. — Barbet par D. le Barbet, 7 déc. — Daniel (Henriette) par Mulard, 20 fév. — Delaunay par Delaunay, V^e Sabattier, 20 août. — Dudoit par Houssais, 30 août. — Flavigny par Flavigny, V^e Baffroy, 14 nov. — Gaume (Dlle) par Palyart-Lépineux, 9 juin. — Gentilhomme par Mole, 2 mars. — Gérard (Dlle) par Gérard, 9 août. — Hocède, V^e Vaillant, par Hocède, 26 fév. — Leclerc par Regnier, 6 août. — Louis par Roi, 22 mars. — Marechal par Bertrand de Chamouin, 17 avril. — Masson (Amélie) par Dupurtail, 30 août. — Pajot-Sainte-Croix par Pajot (Charlotte), 26 déc. — Paymal par Lerebours, 26 août. — Pelletier par Pelletier (Marie), 26 fév. — Triappe (F^e) par Gauvain, 12 oct. — Adoue, 15 juillet. — Adultère. Lorsqu'un mari a porté plainte, le ministère public peut-il y rattacher des faits antérieurs au fait unique nouvellement dénoncé? 11 mars. — Le défaut d'appel de la part du ministère public le rend-il non recevable de la part de la partie civile? 19, 20 oct. — Comment doit être constaté le flagrant délit? faut-il que la preuve soit faite au moment où il vient d'être commis? 23 sept. — Le complice de la femme ne peut-il être puni qu'en cas de flagrant délit constaté à l'instant même, lorsqu'il n'y a de lui ni lettres, ni pièces écrites? 11 mars. — Les dommages-intérêts au profit de l'époux outragé sont-ils autorisés par la loi? 23 sept. — Un mari tenant maison de prostitution peut-il invoquer utilement l'excuse légale pour le meurtre de sa femme prise en flagrant délit? 27 mai. — De l'adultère en Espagne, 11 juin. — A Constantinople, 29 juin. — V. Législation musulmane. — En Russie, 2 août. — En Afrique, 3 sept. — B... (F^e) et L..., rue N.-D. de Lorette, 3, 4 sept. — Bouffey (F^e) et Bassières, 16 déc. — C... (F^e Pierre) et Jules P..., à Caen, 7 juillet. — Christophor (F^e) et le comte Balaban, en Russie (le meuble inutile), 24 sept. — Franc (F^e) et Guyet, juge de paix, 9 fév. 11 mars, 30 avril, 28 juillet, 23 sept. — Guerramat (F^e) et Chalamel, par convention, 20 oct. — Junot, 16 nov. — L... (F^e). rue des Vertus, 7 déc. — L... (F^e), boulangère et un mitron, 1^{er} fév. 28 avril. — Mayue (F^e), 8 mars. — Nicholle (F^e) et de La Moine, à Jersey, 29 juin. — Pelletier (F^e), 2, 5 avril. — Pichard (F^e) et Masson, 23 janv. — Pichon (F^e) et Masse, 14 janv. — Potel (F^e) et Faidin, 14, 28 juillet, 19, 20 oct. — Roberts (Mistress) et Snow, docteur (l'œil au plafond), 17 déc. — Rougeron (F^e) et Guillaume, à Gisors, 8 sept. — S... (F^e) et Bienil, boucher, 1^{er} sept. — Sykes (baronne) et M^{lle} Clise, 11 août. — Un mari domine par sa concubine, 22 janv. — La femme d'un ouvrier de nuit, 16 avril. — Une modiste de Rouen, 10 juillet. — La femme d'un capitaine de navire et un jeune homme à cheval de femme, 16 juillet. — Un Grec et une musulmane, 29 juillet. — Un voisin se trompant d'étage, 23 août. — Un négociant rouennais, 15 oct. — Singulière annonce d'un Anglais au sujet des dettes de sa femme adultère, 11 août. — V. Circonstances atténuantes, Séparation de corps, Meurtre. — Affiches. La rédaction du procès-verbal de leur apposition est-elle prescrite en termes sacramentels? Lorsque sa copie est laissée à l'adjoint du maire qui la vise, ce visa atteste-t-il, jusqu'à preuve contraire, que le maire était absent? 25 nov. — Les propriétaires doivent-ils les souffrir sur leurs murs? 26 avril. — Celles ordonnées par jugement peuvent-elles être apposées sur des tableaux mobiles? 22, 27 oct. — Affiches supprimées à cause du voisinage du Journal des Petites-Affiches, 3 décembre. — V. Placards. — Affranchissement. V. Esclaves. — Afrique. Mariage, adultère, procédure, supplice, 3 sept. — Agents d'affaires. Doivent-ils des dommages-intérêts pour les poursuites qu'ils ne font pas? 28 sept. — V. Fonds de commerce, Patentes. — Agents de change. Leurs créances peuvent-elles être exploitées par société commerciale? La nullité de cet état de choses ne frappe-t-elle que l'avenir des intéressés? 18 nov. 1^{er} mars. — La loi qui les autorise à faire le courtage de métaux, leur accorde-t-elle ce droit à l'égard de toute espèce de

métaux? 19 fév. — Disparition de G..., à Bordeaux, 26 mars. — V. Bourse (jeu de). — Agents de Police. V. Injures. — Agreés. Composition de leur chambre, 5 mai. — Aguado, 19 juillet, 21 août. — Aguesseau (d'), 5 nov. — Aguirre-Solarte, 22 mai. — Aiguau, 7 nov. — Aiguilles (Société de fabrication), 21 août. — Aiguy (d'), 27 août. — Aillot, 6 nov. — Albernay, 13 août. — Albert (Charles), 20 avril. — Albert, terrailleur, 24 juin. — Albert, président, 31 juillet. — Albert, actrice, 14 août. — Albertin, 25 sept. — Alboroz (Josefina d'), 15 janv. — Albuher-Daguerie, 22 mars. — Alcock, 24 fév. — Alcyon, vaisseau, 26 mars. — Aldinger, 20 avril. — Aldringen (d'), 4 juillet. — Almerie, 5 nov. — Alessandri (Marie) 4 oct. — Aleton, 2 déc. — Alexandre, 14 nov., 14 sept. — Alexandre, notaire, 20 juillet. — Alexis, 4 mars. — Alger. Enlèvement de colons, 22 mars. — Assassinat à Elbiri, 25 mars. — Délit commis pour y aller, 31 mai. — V. Assurances maritimes, Capitulation, Dettes de l'état, Ebolement, Testament, Traduction. — Ali, pacha de Jaima, 20 avril. — Ali-Ben-Aouada, 22 mars. — Alibert, 28 nov., 7, 18 déc., 4 mars. — Aligment. Peut-on, sans autorisation, réparer une maison sujette à reculement, sans encourir de peine et sans démolir? 6 janv., 12 avril, 7 juillet. — Quid, de travaux confortatifs, 12 avril, 9 août, 6, 7 oct. — Le tribunal, en reconnaissant les travaux, peut-il ne pas en ordonner la destruction, sous prétexte qu'ils ne sont pas confortatifs? Quid, s'il n'y a pas de plan d'alignement autorisé? 12 nov. — Les riverains de la voie publique peuvent-ils constituer sans autorisation? 8 fév. — L'autorisation verbale du maire, suffit-elle pour écarter toute contravention en cette matière? 7 août. — A qui appartient la poursuite contre les contraventions de cette nature? 30 janv. — Lorsque des réclamations sont élevées contre l'arrêté d'un préfet qui approuve l'alignement donné par un maire; est-ce au ministre ou au conseil d'état qu'il appartient de statuer? 26 nov. — La servitude de reculement peut-elle donner lieu à des dommages-intérêts, au profit du propriétaire? L'autorité judiciaire peut-elle connaître de ce fait? 14 avril. — Celui dont la maison est enfoncée par un nivellement a-t-il droit à une indemnité? Doit-on en l'accordant y compenser les avantages qu'il peut retirer des travaux? 25 fév. — V. Hypothèque, Usufruit, Vente. — Algérie (d'), 17 juillet, 20 juillet. — Aliments. V. Communauté, contrainte par corps, pension alimentaire. — Alquot, 30 nov. — Alain, 6 sept. — Allard, 4 décembre. — Alleau et Baron, 24 nov. — Allègre, 4, 22 juillet. — Allemagne. Des lois et sa justice criminelles, 28 nov. — Allender, 11 déc. — Allette, 3 mai. — Allibert, 25 juin. — Allimant, 2 août. — Alloard, 25 sept. — Alloy (Dlle), 3 juin, 23 août. — Almeras-Latour, 31 mars. — Alquier-Gazes, 5 avril. — Amade, 7 nov. — Amadiou (F^e), 12 mars, 8, 13 avril. — Amanda (Dlle), 10 mai. — Amédée, 18 mai. — Amelot de la Roussille, 16, 24 juillet. — Ameide. Le fisc pour la faire payer a-t-il, contre un officier ministériel, un privilège sur son cautionnement? 29 janv. — Celles fiscales, jusque à 100 fr. au profit des contributions indirectes, sont-elles comprises dans l'amnistie? 27 juillet. — La loi avec des dents en Angleterre, 26 janv. — V. Arrêt, Contrainte par corps, Poste (Maitres de). — Ami, 21 sept. — Amiat, 29 avril. — Amilhan, 1^{er} mai. — Amis, 2 août. — Amnistie. V. Grâces, Amende. — Amos, 11, 13 sept. — Amyot, 20 nov. — Ance, 18 oct. — Ancre (maréciale d'), 22 octobre. — Anderson (Anne), 16 août. — Andraud, 15, 16, 22 mars, 7 juillet. — André (Aimé), 29 juin, 1^{er} juillet. — André, drapier, 23 octobre. — André et Cottier, 14 nov., 2 déc. — Andrea, 28 juillet. — Andrieux, 25 oct. — Andronin, 31 juillet. — Andryanne de la Chapelle, 1^{er} juillet. — Anduran (d'), 21 août. — Anfray, 16 août. — Ange-Petit, 22 mai. — Angel (misse), 28 mai. — Angevin, 14 sept. — Angleterre. Prétendants à la couronne et la main de la reine, 1^{er}, 29 mai, 7 août, 7 sept. — Grossesse de la veuve du roi, 20 août. — Angoulême, ville, 18 sept. — Anguel, 17, 28, 29, 31 juillet, 7 août. — Anicet-Bourgeois, 1^{er} mars. — Annibal, vaisseau, 11 oct. — Anot, 12 juillet. — Anspach, 16, 21 juillet. — Antelme, 20 août. — Antin (duchesse d'), 25 août. — Antoine, 1^{er} mars. — Antonmarchi (V^e), 30 sept. — Antonielli (Marta), 17 juillet. — Aoustin, 3 mai. — Apollo, vaisseau, 9 sept. — Appel. Son délai ne court-il que par la signification du jugement au domicile réel et non à un domicile élu, chez un avocat, par un exploit en validité de saisie-arrêt? 7 janv. — Quid, pour un jugement rendu par défaut contre un défendeur? 30 nov. — Quid, d'un jugement commercial définitif signifié au greffe, faite par les parties non domiciliées dans ce lieu, d'y avoir élu domicile? 7 avril. — Celui interjeté hors du délai légal, au domicile indiqué par la signification du jugement, est-il nul lors même qu'il serait établi que la partie signifiante n'est pas connue à ce domicile? Cette signification fait-elle courir le délai d'appel, si, énonçant la signification à avoué, elle n'en donne pas la date? 31 mai. — Celui d'un billet de 1,000 fr. garantie avec d'autres, par une créance de 26,000 fr., est-il recevable? 29 janv. — Quid, si au billet de 1,000 fr. se joint une condamnation à 1,000 fr. de dommages-intérêts? 6 mars. — Quid, s'il s'agit de 800 fr. d'indemnité, subsidiaire à une demande d'exécution de remplacement de 1,400 fr.? 13 mai. — Celui d'incompétence commerciale est-il recevable si le jugement a été exécuté comme contraint-forcé? 28 sept. — Quid, si sa copie ne contient que le nom du mois où il a été signifié? Quid, si par erreur on donne au jugement la date du 9 au lieu du 7, lorsque les intimés n'ont pu se défendre? 22 mars. — Lorsque des cohéritiers, procédant ensemble, ont élu le même domicile, l'appel doit-il être notifié à chacun d'eux séparément? 6 mars. — Est-il valable à l'égard de tous, quoique signifié irrégulièrement à un co-intéressé indivis? 22 sept. — Celui d'un jugement de simple police doit-il contenir constitution d'avoué? 14 avril. — Sa procédure est-elle viciée au correctionnel, par le défaut d'interrogatoire du prévenu et la distribution d'une note, de la part du plaignant, après les plaidoiries? 11 janv. — Fait-il partie de cette instance le co-intéressé décédé avant l'appel, lorsqu'il a figuré dans le jugement, qu'on le lui a signifié, et qu'il a été compris dans la constitution de l'avoué d'appel? 23 janv. — Une Cour peut-elle, en annulant la décision des premiers juges, pour incompétence, évoquer le fond et y statuer? 9 janv. — Son désistement non accepté, s'il d'ailleurs il ne désintéresse pas l'intimé, peut-il produire l'effet qu'y attache la loi? 25 nov. — Lorsque l'intimé a droit et intérêt d'obtenir l'emploi de ses dépens, comme accessoire de sa créance, le désistement, contenant offre pure et simple de payer les frais, est-il suffisant? 15 juin. — Suffit-il de l'autorisation du préfet pour valider le désistement de l'appel d'une commune, 11 juin. — Appels pour des immeubles, droits ou objets d'une valeur moindre, 27 fév., 2, 11 mars. — V. Arbitrage, Bail, Bois et Forêts, Caution Consul, Contumace, Contribution, Contribution (Distribution par), Emigrés (indemnité), Eviction, Interdiction, Legs, Lettre-de-change, Liberté provisoire, Liquidation, Mitoyenneté, Opposition à jugement, Ordre, Poste (Maitres de), Requête viagère, Saisie immobilière, Séparation de biens, Vol.

Appert, 30 nov. 1^{er} déc. — Arambels, 1^{er} oct. — Arbitrage. La clause d'une société portant renonciation à l'appel, est-elle obligatoire pour les héritiers mineurs d'un associé? 17 mai. — Lorsqu'un acte de société porte qu'en cas de difficultés il sera statué par arbitres, sans ajouter qu'à défaut de désignation par les parties, ils seront nommés par le tribunal, les juges peuvent-ils et doivent-ils suppléer à cette omission? 31 mai. — Un arbitre, après avoir entendu les parties, peut-il donner sa démission motivée sur la crainte que lui inspire un des plaideurs? 17, 20, 22 fév. — Y a-t-il lieu à proroger le délai d'un arbitrage lorsqu'il n'a pas été constitué dans les termes du jugement? Après le délai de ce jugement ses membres peuvent-ils se déporter lorsqu'ils ont statué sur une partie des contestations? Est-ce le cas de renvoyer de nouveau devant eux pour statuer sur le surplus dans le délai de l'article 1007? 9 fév. — L'acte par lequel ils déclarent partage et nomment un tiers-arbitre, doit-il être déposé au greffe et rendu exécutoire par le président? Suffit-il que la conférence des arbitres et du tiers-arbitre soit constatée au procès-verbal par ce dernier seul? Lorsque deux arbitres sont partagés sur la question de savoir si l'instruction était complète, que par suite l'un d'eux se soit abstenu de donner son avis sur le fond, le tiers-arbitre peut-il en cet état statuer sur le tout? 1^{er} juin. — Ou doivent-ils déposer leur sentence lorsque les arbitres forcés, ils ont été revêtus des pouvoirs d'arbitres composés? 12 fév., 14 avril. — Leur sentence est-elle nulle s'ils ont prononcé sur une contrainte par corps non demandée? 2 juillet. — L'ordonnance d'exequatur du président du tribunal de commerce est-elle nulle à défaut de l'assistance du greffier? 15 déc. — Peut-on former opposition à l'ordonnance d'exequatur en arbitrage forcé? 14 juin, 28 sept. — Le tribunal de commerce peut-il annuler les sentences d'arbitres forcés, 26 juillet. — V. Contrainte par corps, Diffamation, Enregistrement, Expertise, Huissier, Société commerciale. — Arbois, ville, 2 oct. — Arbres. Ceux de haute futaie, qui n'ont pas été mis en coupe réglée, sont-ils des fruits? Quelle doit être la restitution de celui qui en est dépossédé? 14 fév. — Une cour empiète-t-elle sur l'administration en décidant que ceux plantés sur une grande route ont été compris par le domaine dans la vente administrative du terrain? 5 déc. — Endommagement chez madame de Feuchères, 30 mars. — Abatage de celui d'Anne de Poitiers, trésorier, 2 oct. — V. Chemins. — Archevêque (F^e), 27 sept. — Archevêché de Paris. Vente des terrains qu'il occupait, protestation, loi 15, 18, 22, 23, 26 mars. — Archimard, 10 mai. — Architectes. Sont-ils tenus, comme les entrepreneurs de travaux publics, de procéder administrativement pour l'exécution des marchés qu'ils surveillent et dont ils sont responsables? 29 sept. — V. Constructions, Entrepreneurs. — Ardillon, Bessy et Comp., 20 avril. — Ardoin, 3, 21, 25 août. — Ardoisières de Rimogne, 25 nov. — Arémard, 16 juillet. — Arevedo (Inésilla), 4 juin. — Arland, 7 août. — Armengaud, 4 déc. — Armes de guerre. Peut-on considérer comme telle un fusil de chasse lorsqu'on le porte pour sa défense? 24 mars, 12 mai. — Danger de les laisser aux militaires hors de leur service, 3, 10, 27 nov., 12, 17 janv., 3, 18 fév., 2 mars, 4, 30 juin, 10, 12 août, 7 sept., 18 oct. — Détenue illégale. Réduit, 4 janv. — Un logeur, 18 fév. — Peigneux, vieux soldat, 8 juin. — V. Port d'armes. — Armes prohibées. Quid, des pistolets de poches, 13, 17, 20 nov., 29 déc., 20 janv., 21 mai. — Ordonnance à ce sujet, 25 fév.; observations, 26 fév., 20 janv., 15 mars. — Quid, du couteau du sacrificeur israélite, 10 juillet. — Boissonnade et Sorel (fusils-cannes), 1^{er} fév. — Châteauneuf, 21 avril. — Duchêne, 6 oct. — Fontelle et Oursel (limes appointées), 1, 4 mars. — Trouvée dans le bureau de police de la Gaîté, 28 oct. — Armet de Lille, 7 nov. — Armoiries. Usurpation, 18 nov. — Fleurs de lis, 25 sept. — Armonville, 11 nov. — Arnal, 2 mars. — Arnaud, empirique, 17 déc. — Arnaud-Baron, 13 sept. — Arnaultizou, 1^{er} janv. — Arnault, 25 oct. — Arnemann et fils, 17 mars. — Arnold, 30 déc. 17 mai. — Arnould (F^e), 2 déc. 19 janv. — Arnould, 18 août. — Arnould, 2 mars, 24 août. — Arnoux, 19, 25 janv. — Arnoux (V^e), 26 mai. — Aron, 10 juillet. — Arras, ville, 31 déc. — Arrestation arbitraire. Si elle existe de la part d'un maire, ne peut-on le poursuivre qu'après l'autorisation du Conseil-d'Etat? 18 août. — Morcau, garde du commerce, 13, 20 nov., 17 déc. — Darras, Truchet et Couillier, agents de police, envers une dame, 14, 16 déc., 12 mars. — Taubie, chef de bataillon, 28 avril. — Envers un Français à Rome, 5 déc. — Relevé des arrestations à Paris, 19 janv. — Arrêt. L'adoption des motifs des premiers juges est-elle un motif implicite, mais nécessaire, du rejet de conclusions subsidiaires tendant à une nouvelle expertise, appuyée de nouveaux titres, mais déjà rejetée en première instance? 14 déc., 27 sept. — Quid, s'il s'agit de nullité de testament fondée sur le faux, etc., et que de nouveaux faits sont allégués devant la Cour? 27 mai. — Celui rendu entre un particulier et le domaine est-il nul s'il ne contient pas les conclusions des parties, ainsi que les points de fait et de droit? 28 nov. — Celui rendu avec un avoué, en son nom personnel, doit-il être signifié à domicile après le lui avoir été par acte d'avoué à avoué, 27 mai. — Est-il sujet à cassation celui fondé sur un motif erroné en droit, lorsqu'il renferme d'autres motifs exempts de critique? 14 oct. — La condamnation à l'amende de fol-appel peut-elle donner ouverture à cassation de la part de l'appelant, quoiqu'il ait obtenu gain de cause sur un chef? 14 déc. — Lorsqu'en cassant la Cour de cassation ne s'explique pas sur les divers chefs d'accusation, y a-t-il lieu à interprétation sur ceux qui devront être soumis à de nouveaux débats? 25 nov. — Lorsque dans un arrêt de renvoi la signature d'un conseil est manquante, cette omission, quoique réparée plus tard sur la demande du procureur général, le rend-elle nul, et avec lui toute la procédure? 20, 23, 27, 28 août. — V. Chose jugée, Partage. — Publicité des arrêts. V. Comptes. — Arriègues. président, 31 juillet. — Asphyxie. Un porcelainier et sa famille, 20 fév. — Assurances. Abadie, 4, 15 juillet. — Acunha, 29 oct. — Adolphe, 19 oct. — Ahmet-Ben-Amar, 3, 9 juillet, 6 août, 18, 22 oct. — Aldinger (Epoux), 20 avril. — Allau, dit Guilloux, 2 fév. — Amant (V^e), 11 déc. — Antonmarchi (la mort ou le mariage), 30 sept. — Arméty, mendiant, 13 août, 1^{er} sept., 9 oct. — Arustaed, officier prussien, 13, 17 mai. — Arnaud, 17 déc. — Aubert frères et V^e Tarrene, 8 mars, 28 avril, 16 juin. — Accouturier, 25 nov. — Avril, Lassauvage et F^e Colohys, 2 déc. — Azais et Hibo, négres, 2 mars, 27 avril. — Baptaillard, 2 nov. — Bardina, contrebandier, 11 août, 1^{er} sept. — Barthas, 18 août. — Barthélemy (F^e), un enfant, 4, 25 sept. — Bartlet, acieur, 19, 20 avril. — Bassbru, 7 mai. — Bastin, 21, 23, 25 août. — Battesti, 8 fév. — Bayne, 7 avril. — Beauvais, 3 sept. — Bédou, Biot, Biorot, Tissierand et quatre autres, 25 fév., 29, 30 avril. — Berto, mineur d'Idria, 25 juin. — Bes-Birn, 21 mai. — Birnbaum (Marianne), 26 nov. — Blanchet, 28, 31 mai, 21 à 24 juin. — Blanquet (Epoux), 27 fév., 2 sept., 20, 22 oct. — Boissieu, 14 août. — Boileau, 18 juillet. — Boubie, 27 avril. — Bonnet, 30 janv. — Bosc-au-Almogava, aliéné, 30 juillet. — Borsedon, 19 mai. — Bouchet, 30 juillet.

Chambre du commerce Réfections, 26 déc. — Des Députés. Ecrit injurieux contre elle, 11 nov. — Des Pairs. Projet de loi sur sa compétence, 17 mai.

Chancelier de consolat, V. Consulat. — Chancellerie. Rétablie en France, 29 mai.

Chantelauze (De), 17 mai. — Chanteloube-Saint-Cernin, 31 août.

Chantons, V. Cris séditieux.

Chapman-Marshall, 7 sept. — Chapon, 9 oct. — Chapotin, 3 fév. — Chapre, 2 août. — Chapsal et Noël, 1er sept. — Charbonnel, 2 août. — Charbonnier, 9 déc. 31 août. — Chardin, 8 oct. — Chareil, 3 sept. — Charenton, forges, 4 juin. — Charenton, hôpital, 15, 19 juillet. — Churet, 1, 6 avril.

Charivaris. Mariage avec une domestique, 27 nov. — Concubinage avec une domestique, 20 fév. — Pour secondes noces, à Valhuon, 30 avril. — A Lyon, 17 mai. — Mari battu à Vassy, 8 mai. — Pour adultère, à Langres, 28, 29 janv. — Rabande pour ce motif à Onnaing, 21 sept. — Au curé de Charleroy, 1er nov. — A un chef d'octroi à Belfort, 24 mai. — Au duc Decazes à Bordeaux, 28 août, 1, 2, 25 sept. — Dans une église à Sherbourne, 19 oct. — V. Contention, Meurtres.

Charles X, 14, 16 nov., 30 avril, 1, 3, 5, 21 mai, 15 juin, 2 août, sa succession au trône, 23 juillet, 6 août. — Charlot, 14 mai. — Charolais (de), 23 déc. — Charonnet (V.), 6, 8 sept. — Charost (de), 31 déc. — Charpeuier, 13 fév. — Charpillon, 15, 16, 22 mars, 7 avril, 7 juin. — Charpy, 22 mars. — Charrat, 4, 7 janv. — Charretier, 3 sept. — Charretton, 2 juin. — Charreton, 6, 17, 20 fév., 9, 10 sept. — Charrier, 4 nov. — Charrière, 3 mai. — Charon (Fanny), 14 mai, 7, 8 juil., 3 août. — Chartier, 9 janv. — Chartier et Legrand, couturiers, 12 mai. — Charve, 14 juil. — Charvy, 28 mars. — Chassain, 29 oct. — Chassaing, 28 déc. — Chassaing, 8 oct. — Chassan, 21, 23 janv., 17 mars, 16 août.

Chasse. Les pigeons sont-ils un gibier légal en temps prohibé? Peut-on se les approprier après les avoir abattus? 21 nov. — Celui qui est à l'affût de canards sauvages commet-il un délit de chasse, de pêche ou forestier? 20 mai — Quid, de la strangulation d'un loup par une meute sur le terrain d'autrui? 1er janv. — Un lieutenant de l'armée ne peut-il être poursuivi pour ce délit qu'avec l'autorisation du Conseil d'Etat, 5 fév. — Ce délit reproche à un préposé des douanes est-il commis hors de l'exercice de ses fonctions? 27 oct. — Les fermiers de la chasse d'une forêt royale peuvent-ils exercer une action en répression des atteintes portées à leurs droits? 5 fév. — L'assignation donnée en cette matière, devant un tribunal incompétent, interromp-elle la prescription? 24 mars. — La chasse aux chiens est-elle punissable? 12 fév. — Château-Villars, 31 déc. — Perron de la Serre dans une forêt royale, 29 déc. — Ouverture de la chasse dans la Seine, 25 août. — V. Blessures graves.

Chastinthe (Fe), 7 oct. — Chastotte, 21 mai. — Chastagnac, 20 fév. — Chastellux, 7 déc. — Chastenot-Beaulieu, 1er mars. — Chastrie, 8 déc. — Châteauvillard (de), 3 fév., 8 mars, 21 avril. — Château-Villars (de), 31 déc. — Châtel (abbé), 1er nov., 19 mars. — Châtelain, 6 juil. — Châtillon, 12 nov., 8 janv.

Chats. Commerce de leurs peaux, à Londres, 29 mars. — Etouffés pour leur poil, 5 juil. — Chat-chien, 9 oct.

Chaudet, 7 oct. — Chauchemie, 26 janv. — Chaudé, 16 nov. — Chaudet, 25 nov. — Chaudot, 26 mai. — Chaudouet, 31 août. — Chaudriller, 25 fév. — Chauffert, 10 août. — Chauffour, 31 mai. — Chanlin-Servin, 17 avril. — Chaubot, 5 août. — Chauvot, 6 fév. — Chaumeron (V.), 12 nov. — Chaumont, 16 août. — Chauney, 26 nov. — Chauriat, 6 août. — Chauveau-Lagarde, 15 juil., 16 sept. — Chauvelin (V. de), 14 déc. — Chauvet, 19 mai. — Chauvière, 7, 16, 18, 20, 30 janv., 1, 25, 26 fév., 4, 9, 30 mars. — Chauvin, 31 déc. — Chavannaz, 20 nov. — Chave (Fe), 31 déc. — Chayez, 25 juil. — Chayron, 2 août. — Chazal, 14, 18 mai, 6 juil. — Chedufau, 7 sept. — Chegaray, 13, 15 mars, 29 mai.

Chemins de fer (de Saint-Etienne). Les conseils de préfecture ne peuvent-ils que les condamner à des indemnités pécuniaires pour leurs travaux nuisibles aux communes au sujet d'une rivière, mais exécutés sous les ordres de l'autorité? 30 juin, 2 août. — De Saint-Germain, 9, 16 nov., 17 juin, 20 juil.; cantonniers égarés, 1er oct. — Dégradation des rues des Batignolles, 13 oct.; rixe à ses abords, 15 oct.; éboulement, 20 oct. — De Poissy, 1er juil. — De Rouanne, sa faillite, 3 août, 9 sept. — De Bruxelles, pierres sur ses rails, 21 mai. — De Birmingham, fer à cheval sur ses rails, 16 août; accident mortel, 16 sept. — De Versailles, expropriation, 28 oct. — Réponse à la brochure d'un opposant, 30 avril. — V. Mines.

Chemins vicinaux. Les préfets peuvent-ils augmenter leur largeur légale? Malgré la loi de 1832, la justice administrative est-elle toujours compétente pour ordonner la destruction des plantations, les élagages d'arbres ou autres contraventions qui y sont faites? 8 fév., 3 mars, 9 août. — Les conseils de préfecture peuvent-ils faire enlever les bornes plantées sur un chemin dont la vicinalité est attaquée devant le ministre? Cet enlèvement doit-il être effectué si le ministre confirme cette vicinalité? 3 mars. — Le règlement de police qui prescrit aux riverains d'en entretenir et curer les fossés est-il obligatoire pour les tribunaux? 2 oct. — Toute usurpation de chemin légalement classé, fut-elle compensée par la création d'un nouveau chemin, doit-elle être réprimée? Sa véritable assiette et sa direction peuvent-elles être fixées par les aveux des parties et autres documents? 17 juin. — Pour déclarer une vicinalité, le conseil municipal doit-il appeler les opposants? L'administration peut-elle déclarer tel un chemin dont un particulier se prétend propriétaire, sans aux tribunaux à juger de cette propriété et de l'indemnité due? Doit-on déclarer vicinale une voie de communication qui, de temps immémorial et sans discontinuation, a été fréquentée du public? 10 fév. — Législation de cette matière, 19 juil. — V. Elections.

Chenal, 24 juil. — Chêne, 4 sept. — Cheunvière, 28 mai. — Chenu, 2 juin. — Chéradame, 20 juil. — Chéron, 9 nov., 18 mai, 30 oct. — Chéron (Ange), 20 juil. — Chéronnet, 14 mai, 25 juil., 1er juil., 4, 26 août. — Chéry, 13 sept. — Chéry, commune, 10 nov. — Chesney, 19 mai. — Chetard, 13 sept.

Cheval. Queue coupée, 16 janv. — Vendu deux fois, 7 oct. — Morveux, V. Bail. — Mécanique, V. Manège.

Chevalier, 10 juil. — Chevalier, avoué, 18 juil., 23 sept. — Chevalier, juge, 14 juil. — Chevalier (Michel), 16 déc., 22, 25 avril. — Chevalier (Th.), 1er sept. — Chevalier (Fe), 27 mai, 14 oct. — Chevalier-Lageard, 2 août. — Chevallier, 29 oct. — Chevreau, 31 juil. — Chevillard, 27 oct. — Chevreau, 16 juin. — Chevrier, 16 nov. — Chevrier (Fe), 30 nov. — Chevrolat, 24 mai, 1er juil. — Chicoisneau, 3 mai, 7 oct.

Chien. Celui qui le trouve et le restine a-t-il droit à une récompense? 10 janv. — Son propriétaire est-il punissable si c'est contre sa volonté qu'il a vagué en temps d'hydropisie? 22 janv. — Ordonnance de muselage et contraventions, 30 juin, 22 juil. — Chien de Terre-Neuve contesté, 17 nov. — Id., d'un caniche, 26 mars. — Id., d'un chien de chasse, 31 août. — Id., retrouvé chez un oiselleur, 13 mai. — Reconnaissant, après huit ans, les assassins de son maître, 9 mars. — Nouveau chien de Montargis, 27 avril. — Vol prétendu de celui du cocher de l'archevêque, 15, 17 janv. — Chien d'un garde condamné à être fusillé, 27 juil. — Juge en plein air, pour une poursuite de volailles, 18 sept. — Cause d'une rixe entre deux maîtres, 18 sept. — Singulier procès-verbal d'un sergent de ville, 26 oct. — V. Chasse.

Chiffonnier. Description d'une de leurs demeures, 26 août.

Circumstances atténuantes. Le président doit-il avertir le chef du jury de l'obligation de poser ces questions à ses collègues? 2 juil. — Lorsque le jury ne les a admises que sur une des questions posées, cette réponse réfléchit-elle sur les autres? 3 sept. — Dans le cas où la loi militaire les prévoit, suffit-il de viser l'article qui les concerne pour les établir dans le jugement? 8 mai. — Sont-elles applicables à l'adultère? 3, 4 sept. — Quid, lorsque l'inculpé est condamné en vertu d'une loi spéciale? Son état de récidive peut-il alors les lui faire appliquer? 9 sept. — Condamnation au maximum, malgré une réponse favorable du jury, 29 janv. — V. Elections, Injures, Mendicité, Presse (délits de), Vagabondage.

Circularaire pour l'Union chrétienne, 6 fév.

Cire falsifiée en Champagne, 1er mai.

Ciron, commune, 25 février.

Citations. Observations sur celles des avocats, 13 déc.

Civier, 24 fév. — Ciza-Buiros, 9 déc. — Clainville (de), 2 mars. — Clarin-ges-Lucotte, 19 fév. — Claridge, 1er nov. — Classe, 19, 20 nov., 21 janv. — Clauzel, maréchal de France, 25 sept., 28 oct. — Clavié, 20 fév. — Clay, 15 oct. — Claves, 9 nov., 5 janv. — Clayeux, 4 sept. — Clémenceau, 28 avril. — Clément, 3, 4 mars. — Clément, berger, 28 juillet. — Clément, receveur à la halle, 16 janv. — Clément (Louis), 25 juil.

Clepsidre appliquée aux plaidoires, 26 avril.

Clérant, 20 mars. — Clerc. — Clerc-Gérard, 9 juin. — Clergé, 18 nov. — Clérissse, 11 sept. — Clermont-Tonnerre (de), 25 janv., 15, 18 mai, 16 juin. — Clérot, 24 déc. — Clin, 1er déc. — Cloche de Pompignan, 13 fév. — Clouet d'Orval, 27 août. — Clouët, 10 juin. — Clusmann, 20, 27 janv.

Coalitions. La loi s'applique-t-elle à celle qui n'est faite que contre un seul établissement, qui n'opère une hausse qu'à son égard, lors même que les coalisés n'auraient agi que pour leur commerce? 11 janv. — Les charbonniers d'Anzin, 14, 16 juil., 4 août, 3 sept. — Les charpentiers, 22 janv., 2, 11, 18, 25 fév., 4 mars. — Des curés contre l'Instruction primaire, 16 nov. — Les docteurs, Atten et autres, 13 oct. — Des graveurs sur bois, 11 nov. — Les limousins contre les maçons allemands, 5 oct. — D'ouvriers à Moreuil, 2 avril. — Au canal de Vire, 19 juil. — De pêcheurs, 11 janv. — Les serruriers de Moulins, 12 déc. — Les tailleurs d'Avignon, 26 nov. — D'Angers, projet de l'étendre à toute la France, 3 avril. — V. Associations, Voitures publiques.

Cobb, 3 mai. — Cochard, 4 oct. — Cochelet, 14, 21, 28 janv., 8, 27 juillet.

Cocher. Celui d'une administration peut-il reprendre son cautionnement, en offrant de rendre les habits qu'elle lui a livrés pour son service? 19 juil. — Perdant son cheval dans une course extra, 23 juil.

Cocher, 5 nov. — Cochet, 25, 27 juil. — Cochot, 6 mars, 17 juil. — Cochran (lord), 12 mars. — Cochu, 17 avril, 22 oct. — Cocking, 28, 29, 30, 31 juillet.

Colas. Forestier, modifications pour les adjudications de coupes, 1er avril. — Maritime, projet, 20 fév. — Pénal militaire, projet, 23 fév. — Pénal anglais, améliorations, 27 mars, 22 mai, 20 juil.

Cognet, 5 nov. — Cogez (Célestine), 23 janv. — Cogniat-Daminville, 5 avril. — Cogran, 27 mai. — Cogordan (Marguerite), 1er avril. — Cointet, 14 juil. — Cou-Delisle, 1er fév. — Colas, 26 nov. — Colasson, 14 déc. — Cole (Robert), 2, 13 janv. — Colin, 8 mai, 19 juil. — Colin-Bouhamon, 2 mars. — Collard (Marie), 7 janv. — Collardeau, 17 avril. — Collas, 10 juil. — Collet, 11 août. — Collet, 29 mai, 5, 19 août. — Collet-Delamarre, 7 janv. — Colley, 4, 9 juil. — Collian, 20, 21 juil. — Collin, 11, 13 déc., 17 août. — Collin, commissaire de police, 24 sept. — Collin de Plancy, 27 mars. — Collinet, 15 mai. — Collot, 27 nov., 21 août. — Colmet, 29 juil. — Colné, 23 fév. — Colon (Jenny), 14 mai.

Colonies. Les avances faites à un planteur sont-elles privilégiées sur le prix du sucre provenant de son fonds? — Quid, si elles sont faites non comme prêteur, mais comme commissionnaire? 5 janv. — Magistrature du Sénégal, 2 oct. — Assassinat de jeunes Indiens par un officier à Cayenne, 26 oct. — V. Complot, Donniche.

Colonges, 2 août. — Colonna, 21 août.

Colons (Indemnité de). L'économie d'une habitation a-t-elle le privilège pour ses salaires? — Quid pour ses avances? 9 nov. — Le légataire d'une somme d'argent est-il reductible au dixième? 16 mars. — Les créanciers qui l'ont fait liquider y ont-ils un droit exclusif au préjudice du légataire particulier? La déchéance opposable en ce cas au légataire d'un immeuble l'est-elle au légataire d'une somme d'argent? 2 mars.

Colté, 15 fév.

Combat naval. Attaque d'un bateau par un brick espagnol jusque dans un port français, 20 août. — Combat de taureaux, spectacle supprimé, 9 mars.

Combes fils, 3 juin. — Combet, 25 juil., 1er juil. — Cometti, 25 avril. — Comeyras (de), 17 août. — Commailles (baron), 2 août.

Command (déclaration de), V. Enregistrement.

Commerson, 2 mars, 10, 11, 12 mai, 17 juil.

Commis-négociant. A-t-il le privilège mobilier des gens de service à gages? 13 mai. — Voyageur. Le négociant qui l'accrédite est-il obligé de réaliser les marchés qu'il lui fait dans les limites des usages du commerce? 11 nov. — V. Faillite.

Commissaire de police. Retenu comme voleur par un bourgeois, 20 mars. — Battu comme voleur, 13 avril. — Restreints à deux, aux délégations, 2 déc. — Changement de classe de deux quartiers de Paris, 3 sept. — Etabli à Saint-Cloud, 18 août.

Commissaires-priseurs. Sont-ils responsables du prix des adjudications qu'ils font? Quand et comment cesse cette responsabilité? 5 janv. — Peuvent-ils vendre des marchandises neuves sans remplir les formalités du décret de 1819? Les tribunaux de commerce sont-ils compétents pour prononcer à ce sujet entre les marchands sédentaires et le forain, ou ambulants qui font cette vente? 7 avril, 12, 27 mai, 30 sept. — Une maison particulière, où il se fait une vente aux criées, peut-elle être assimilée à un établissement de ventes publiques? Un commissaire-priseur peut-il être considéré comme fabricant ou comme marchand? Avant de procéder à une vente de matière d'or ou d'argent, doit-il en faire la déclaration au bureau de garantie? 18 mars. — Peuvent-ils, exclusivement à tous autres officiers publics, faire des ventes aux enchères d'effets mobiliers avec terme? 9, 18 mars. — Est-ce à leur corporation qu'appartient le droit de vendre dans les Monts-de-Piété? 18 juil. — Est-ce au civil qu'ils peuvent réclamer des dommages-intérêts contre l'appréciation du Mont-de-Piété, pour des faits concernant leurs fonctions? 1er sept. — Composition de leur chambre, 14 mai. — V. Inventaire.

Commission, V. Vente.

Commissionnaire de roulage. Est-il responsable lorsque, à défaut d'indication suffisante, il a remis le colis à une autre personne que le destinataire? 27 avril.

Communauté. Le mari, comme chef, peut-il vendre seul les meubles que sa femme s'est réservés propres? La clause de réalisation du contrat de mariage ne donne-t-elle à la femme qu'une créance contre la communauté en cas de dissolution, l'évaluation du mobilier dans le contrat ne devant être considérée que comme le prix de leur vente au mari? 17 mai. — Cette clause de réalisation du mobilier présent et futur empêche-t-elle le mari d'en disposer seul? Peut-il, avant que sa femme soit majeure, toucher les legs qui lui sont faits à charge d'emploi jusqu'à cette époque, même avant exigibilité? 5 fév. — La clause par laquelle la femme en exclut un fond de commerce estimé en rendant-elle la communauté propriétaire, sauf reprise de l'estimation lors de la dissolution? 18 juil. — La femme justifiant d'une demande en séparation de biens peut-elle s'opposer à ce que son mari touche les intérêts du prix de la vente d'un bien à elle propre? Peut-il être statué en référé sur le mérite de cette opposition? 28 sept. — Le mari a-t-il droit aux valeurs trouvées sur sa femme atteinte d'aliénation mentale? 19 août. — Une charge de notaire, achetée pendant le mariage, est-elle un conquet de la communauté? 24 juil. — Les manuscrits émanés de l'un des époux pendant qu'il existe, peuvent-ils, s'il y a un mineur, être vendus par le survivant, sans observer les formalités légales? 14, 21, 28 janv., 8, 27 juil. — La nourriture et le logement auxquels la veuve a droit pendant les trois mois et quarante jours de l'inventaire, peuvent-ils être considérés comme ayant été reçus par équivalent? 17 janv. — La condamnation contre le mari pendant la communauté, à une pension alimentaire envers sa mère, est-elle une charge imputable à la femme séparée de corps et de biens, mais qui a accepté la communauté? La mère insérée, en vertu de ce jugement, peut-elle, s'il y a plus de trois créanciers inscrits, au nombre desquels se trouve la femme séparée, exiger de l'adjudicataire d'un conquet de communauté, le paiement des arrérages de sa pension sans attendre les délais de surenchère? Cette question de dette de communauté doit-elle être jugée dans l'ordre, et la créancière ne peut-elle être payée qu'après? 11 déc. — V. Legs, Mariage (contrat de), Opposition (saisie), Usufruit, Vente.

Commune. Sont-elles responsables des dommages causés par les émeutes (les chiffonniers à Paris) 27 nov., 1er janv., 22 fév. — Quid, des écarts de la chouannerie? 10 juil. — Quid, au sujet des collisions en matière de contrebande? 30 janv., 21 août. — Pour que leur responsabilité cesse, faut-il, non seulement qu'elles prouvent avoir pris les mesures nécessaires pour prévenir ces faits, et qu'elle en indique les auteurs, mais encore qu'aucun de ses habitants n'y ait pris part? 24, 30 juil. — Les décisions du ministre comme tutelle des communes ont-elles autorité de la chose jugée en leur faveur? Le pourvoi au Conseil d'Etat est-il superflu? Quand aucune autorité ne réclame l'interpré-

tation d'une telle ordonnance, peut-elle être demandée par voie contentieuse? 19 janvier. — Un conseil municipal peut-il choisir des syndics dans son sein qui comprennent plusieurs villages, formant diverses sections, et dont celle des droits de ces sections, en déclarant qu'une demande se restreint aux intérêts de la commune chef-lieu? Se désiste-t-il par là des droits des autres sections? de ces sections? 7 déc. — L'autorisation du conseil de préfecture de la part de l'autorité judiciaire d'examiner si on a pu ainsi valablement autoriser l'appel nant délimitation, abonnement et dépôt au greffe du rapport des experts, est-elle commune? 5 juil. — Leurs habitants peuvent-ils, en leur nom personnel, attaquer l'autorisation de vendre les biens communaux, alors qu'ils n'y ont succombé dans un procès contre un de ses habitants, celui-ci doit-il contribuer pour sa part à l'imposition extraordinaire votée pour en payer les frais? 12 nov. — Une commune a-t-elle droit d'amodier chez elle les jeux, danses, et divertissements publics, de telle sorte que l'amodiateur seul en recueille les bénéfices dans les fêtes patronales? 2 mars. — Tardiveté d'autorisation, 22 juil. — V. Appel, Constructions, Maire, Marais, Marché, Passage, Transaction.

Utilité publique. Communication de pièces. Les tribunaux sont-ils compétents pour juger celle demandée à un ministre, comme dépositaire de celles de l'Etat? 12 avril. — Doit-on considérer ainsi la demande de l'original d'une assignation illisible? 24 mai.

Commutations de peines. Bernard, 20 fév. — Boireau, 10, 29 mai. — Bois, 27 mai. — Bruyant, 12, 27 fév., 6 mars. — Chalot, 28 sept. — Kimper, 28 juil., 3 juil. — Martin, 9 mars. — Meunier, 28, 29 avril, 7, 10, 28, 31 mai, 1, 16 juil. — Oster, 9 oct. — Piquet et Etienne, 29 janv. — Rémond, 17 mars. — Dans les colonies, 20 mai. — En Prusse, 24 juil. — Leur effet dans les maisons de détention, 15 fév. — V. Grâces.

Comolet, 18 mars. — Comoy, 13 sept.

Compagnage. Observations à ce sujet, 2, 24 août.

Compain (V.), 24 juil. — Compas, 3 sept.

Compensation. Lorsque le Trésor devient créancier d'un officier ministériel pendant son exercice, peut-il, lors de la cessation de ses fonctions, rentrer en plein droit, par ce moyen, dans cette créance sur l'importance de son cautionnement? 27 mai. — En l'absence de créanciers opposants, s'opère-t-elle entre les sommes dues par une succession bénéficiaire et celles dont elle est créancière du même individu? 23 oct. — V. Société commerciale.

Compétence. V. Etranger, Littérateur.

janv. — Rey (V^e Camille) et fils, 12 fév. — Ricaut, 15 juin. — Rivière, 24
 nov. — Robin, brodeuse, 6 nov. — Robin, menuisier, 1^{er} juillet. — Ro-
 ger, 8 juin. — Rolland, 23 fév. — Rondel (V^e), 9 mars. — Roussel, 3 août.
 — Routhier, 9 mars. — Roux, 11 mai. — Roux fils, 13 juillet. — Royer, 5 oct. —
 Rudolphe, 27 juil.
 Sabatié, 10 sept. — Sagnier, 20 août. — Saillenfest et Desrez, 4 juin. —
 Sanson, 26 janv. — Sarger, 27 nov. — Sauveton, 31 août. — Schultz, 20
 nov. — Schutzenbach, 28 sept. — Sébile, 3 août. — Sédille, 6 nov. — Sé-
 guin, 25 mars. — Sellier, 17 sept. — Serres frères, 19 mars. — Sesquès et

Comp., 26 oct. — Simonet, 9 juillet. — Sorin, 1^{er} juil. — Spachmann, 29 oct.
 — Speckel, 7 sept. — Stadelmeyer, 6 juil. — Stainville, 3 sept. — Swanen,
 10 sept.
 Tainne, 11 mai. — Tainturier, bijoutier, 7 mai. — Tainturier, chapelier, 6
 août. — Talluè, 3 sept. — Tamagnieaux, 15 janv. — Tamizier, 3 mars. —
 Teissier, 4 déc. — Thévenin, 29 juin. — Thévenin et Achard, 20 août. —
 Thierry, 2 juillet. — Tisseron, 25 mai. — Trollé, 29 oct. — Troyanoski, 15 déc.
 — Truchsler (V^e), 3 sept.
 Vachon, 8 juin. — Vacquerel jeune, 27 juillet. — Vadet fils (Auguste et

Victor), 27 août. — Valancourt, 3 nov. — Vassel, 23 mars. — Vayasseur-
 Brion, 9 mars. — Vazelle, 19 mars. — Veauveau, 8 juin. — Veilquez, 7 sept.
 — Verre, 24 août. — Vert, 13 août. — Vial, 30 mars. — Vianay, 24 sept.
 — Vincenot, 10 nov. — Vincent, 20 juillet. — Violat, 29 janv. — Vissier,
 3 mars. — Vitrac, 29 janv. — Voisine, 24 sept. — Vonoven de Beaulieu, 8 déc.
 — Voysin, 15 janv. — Vuillierme et Dugourd, 19 oct.
 Wangson, 2 mars. — Weil, 22 juin. — Werdet, 21 mai. — Wert et Sau-
 phar, 22 déc.

ÉTAT

DES OUVRAGES DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE,

Dont l'annonce ou la notice se trouve dans la Gazette des Tribunaux (douzième année judiciaire).

Code des Architectes et des Entrepreneurs de constructions, par M. Fré-
 my-Ligueville, avocat, 2 mars.

Code du Duel, par M. de Châteauvillard, 3 fév., 8 mars.

Code des Electeurs et des Députés, 25 oct.

Code de la Voirie des villes (y compris Paris), des bourgs et des villages,
 par M. Daubenton, 11 mars.

Collection des Lois des états modernes, par M. Victor Boucher, avocat
 général, 24 mars.

Considérations sur le respect légal qui appartient aux déclarations du jury,
 par M. Masson, conseiller, 3 août.

Contrat de Louage (Traité du), par M. J.-B. Duvergier, avocat, 12
 juin.

Cours d'eau (Traité de la législation et de la pratique des), par M. Da-
 viel, 1^{er} fév., 26 juil.

Délits et Contraventions (Traité des), de la Parole, de l'écriture et de la
 Presse, par M. Chassan, avocat général, 16 août.

Dictionnaire électoral, 25 oct.

Dictionnaire général et raisonné de Législation, de Doctrine et de Juris-
 prudence, par M. A. Dalloz jeune, 6 janv.

Dictionnaire de procédure civile et commerciale, par MM. Bioche et Goujet,
 8 déc.

Donations entre vifs (Traité des) et des Testaments, par M. Poujol, 3
 déc.

Droit administratif (Cours de) appliqué aux travaux publics, par M. Co-
 telle, avocat, 31 mars.

Droit criminel français (Traité théorique et pratique du), par M. Rauter,
 26 nov.

Etude (De l') et de l'Enseignement du droit romain, par M. Bravard-Vey-
 rrières, 11 janv.

Etudes du Droit public, par M. Schutzenberger, 16 sept.

Examen (deuxième) sur le Code civil, 26 mars.

Jurés (Traité des droits et des devoirs des) en matière criminelle, par
 M. Bourgerie, 25 oct.

Manuel du Procureur du Roi et du Substitut, par M. Massabiau, 10
 mars.

Mémoire sur les Olim et sur le Parlement, par M. Klimrath, 4
 janv.

Organisation et Attributions des conseils généraux de département et des
 conseils d'arrondissement, par M. Dumesnil, 20 oct.

Recueil abrégé des Lois et Usages qui régissent les rapports civils et com-
 merciaux des sujets de la Grande-Bretagne et de la France, par M. Charles
 Okey, 29 mars.

Réquisitoires, Plaidoyers et Discours de rentrée à la Cour de Cassation,
 par M. Dupin, 20 février.

Théorie des Droits des Auteurs sur les productions de leur intelligence, par
 M. Renouard, 3, 6 avril.

FIN DE LA TABLE DE LA GAZETTE DES TRIBUNAUX.